



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Quinze ans d'évolution des populations rurales françaises

Claude Laurent

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Laurent Claude. Quinze ans d'évolution des populations rurales françaises. In: Économie rurale. N°105, 1975. Population et travail agricoles. pp. 2-7;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1975.2310>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1975\\_num\\_105\\_1\\_2310](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1975_num_105_1_2310)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

La diminution de la population active agricole, abondamment analysée, peut être replacée dans un ensemble plus vaste, celui de l'aménagement de l'espace rural et de son occupation.

Exode agricole et exode rural doivent ce tes être nettement distingués. Cependant l'élimination d'un grand nombre d'agriculteurs fait souvent disparaître la rentabilité d'activités telles que les services induits par la population et par l'activité agricole elle-même.

Lorsque ces changements de profession s'accompagnent de mutations géographiques, les zones concernées s'engagent dans un processus de désertification. Le seul moyen de maintenir une présence humaine suffisante dans l'espace rural est d'y développer des activités nouvelles.

L'évolution de l'ensemble de la population rurale, la composition de la population active, et ses modifications entre 1954 et le dernier Recensement de la Population en 1968, sont examinées par l'auteur. Il ressort de cette étude que l'exode agricole rapide des 15 années considérées n'a pas entraîné un exode rural de même envergure.

En effet, le rythme de diminution de la population totale a été de huit à neuf fois moindre que celui de la population des ménages agricoles.

Sur le plan de la structure des emplois, les agriculteurs restent les plus nombreux mais ont cessé d'être la majorité absolue vers 1962. Les activités non agricoles exercées par les résidents de communes rurales le sont dans des branches à dynamisme faible (bâtiment - travaux publics, industries agricoles, textile, petit commerce) : d'où une certaine fragilité du maintien de la population rurale.

Seule une politique déterminée de maintien de l'emploi rural peut infléchir ces tendances.

## Abstract

The evolution over fifteen years of the French rural population - The decrease in the active farming population that has been the subject of much analysis can be reinserted in a vaster whole - that of country planning and land use.

A distinction must be made between farmers leaving the land and the population deserting the countryside, but the disappearance of a great many farmers often renders unprofitable many activities such as the service attracted by the existence of a population and by farming itself.

When these changes in occupation lead to geographical modifications the areas concerned are caught up in a process of desertification. The only way to see that the countryside is sufficiently populated is to develop new activities there.

The evolution of the whole rural population, the composition of the active population and its modifications between 1954 and the last census in 1968 are examined. From this study the fact emerges that the rapid decrease in the farming population over the fifteen years under consideration has not given rise to a comparable decrease in the rural population. The rate of decrease of the total population was 8 or 9 times less than that of farming households.

With respect to the employment pattern, farmers are still the biggest group, but ceased to be the absolute majority in 1962. The non-agricultural occupations of the inhabitants of country "communes" are those that are non likely to expand (the building trade, civil engineering, agricultural industries, textiles, small trade), hence the continued existence of the rural population cannot necessarily be counted on.

Only a determined policy to provide employment in the countryside can modify these tendencies.



# QUINZE ANS D'EVOLUTION DES POPULATIONS RURALES FRANÇAISES

par Claude LAURENT

INRA - PLAN

La diminution de la population active agricole, abondamment analysée, peut être replacée dans un ensemble plus vaste, celui de l'aménagement de l'espace rural et de son occupation (1).

Exode agricole et exode rural doivent ce tes être nettement distingués. Cependant l'élimination d'un grand nombre d'agriculteurs fait souvent disparaître la rentabilité d'activités telles que les services induits par la population et par l'activité agricole elle-même.

Lorsque ces changements de profession s'accompagnent de mutations géographiques, les zones concernées s'engagent dans un processus de désertification (2). Le seul moyen de maintenir une présence humaine suffisante dans l'espace rural est d'y développer des activités nouvelles.

L'évolution de l'ensemble de la population rurale, la composition de la population active, et ses modifications entre 1954 et le dernier Recensement de la Population en 1968, sont examinées par l'auteur. Il ressort de cette étude que l'exode agricole rapide des 15 années considérées n'a pas ent aîné un exode rural de même envergure.

En effet, le rythme de diminution de la population totale a été de huit à neuf fois moindre que celui de la population des ménages agricoles.

Sur le plan de la structure des emplois, les agriculteurs restent les plus nombreux mais ont cessé d'être la majorité absolue vers 1962. Les activités non agricoles exercées par les résidents de communes rurales le sont dans des branches à dynamisme faible (bâtiment - travaux publics, industries agricoles, textile, petit commerce) : d'où une certaine fragilité du maintien de la population rurale.

Seule une politique déterminée de maintien de l'emploi rural peut infléchir ces tendances.

## *The evolution over fifteen years of the French rural population*

*The decrease in the active farming population that has been the subject of much analysis can be reinserted in a vaster whole - that of country planning and land use.*

*A distinction must be made between farmers leaving the land and the population deserting the country-side, but the disappearance of a great many farmers often renders unprofitable many activities such as the service attracted by the existence of a population and by farming itself.*

*When these changes in occupation lead to geographical modifications the areas concerned are caught up in a process of desertification. The only way to see that the country-side is sufficiently populated is to develop new activities there.*

*The evolution of the whole rural population, the composition of the active population and its modifica-*

*tions between 1954 and the last census in 1968 are examined. From this study the fact emerges that the rapid decrease in the farming population over the fifteen years under consideration has not given rise to a comparable decrease in the rural population. The rate of decrease of the total population was 8 or 9 times less than that of farming households.*

*With respect to the employment pattern, farmers are still the biggest group, but ceased to be the absolute majority in 1962. The non-agricultural occupations of the inhabitants of country "communes" are those that are non likely to expand (the building trade, civil engineering, agricultural industries, textiles, small trade), hence the continued existence of the rural population cannot necessarily be counted on.*

*Only a determined policy to provide employment in the country-side can modify these tendencies.*

Le seul moyen de conserver une présence humaine suffisante dans l'espace rural est d'y développer des activités nouvelles. De nombreux responsables se sont attelés à cette tâche, notamment dans les services extérieurs du Ministère de l'Agriculture. Des résultats ont été obtenus, encourageants ici, peu favorables ailleurs, des études ont été publiées. Mais à ce jour aucune vision synthétique de l'évolution de la population rurale et de ses activités ne semble avoir été présentée.

C'est un exercice délicat, vu l'absence de définition satisfaisante de l'espace rural et de l'espace urbain. Aussi notre étude s'appuie-t-elle sur les conventions employées par l'INSEE pour les recensements. Seules ces conventions permettent d'établir des séries chronologiques dans lesquelles apparaisse la différenciation urbain - rural. Des difficultés

demeurent : d'un recensement à l'autre, nombre de communes changent de catégorie (1.500 environ sont devenues urbaines entre 1962 et 1968). D'autre part, les chiffres fournis par les recensements sont des soldes qui ne permettent pas d'évaluer les contributions respectives du mouvement naturel de la population et des mouvements migratoires allant du rural vers l'urbain, ou de l'urbain vers le rural.

(1) Pour des éléments bibliographiques sur la population agricole, cf. Laurent Cl., L'évolution de la population active agricole. In Vingt ans d'agriculture française, Economie Rurale n° spécial 79-80, 1<sup>er</sup>-2<sup>e</sup> trimestre 1969 pages 215 à 234.

(2) Le Rapport de la Commission de l'espace rural du VI<sup>e</sup> Plan permettra à ceux qui le désirent, de s'en faire une idée.

## I - EVOLUTION D'ENSEMBLE

La constance des seuils retenus pour classer une commune comme " rurale " ou comme " urbaine " entraîne que, d'un recensement à l'autre, de nombreuses communes changent de catégorie, le passage ayant pratiquement toujours lieu du rural vers l'urbain. Le phénomène s'est d'ailleurs accéléré lorsque l'INSEE a décidé de compter comme urbaines les communes de moins de 2.000 habitants agglomérés, incluses dans une agglomération multicommunale.

Il n'est donc pas facile de suivre les variations de la population des communes rurales. Cependant un travail réalisé par le SCEES (3) permet de connaître la population du sous-ensemble des commu-

nes rurales dans la délimitation de 1968 au cours des recensements antérieurs. L'évolution de cette population donne une idée des changements survenus dans la population totale de ce que nous appellerons les campagnes profondes.

Pour l'ensemble de la France (cf tableau 1), la population des communes rurales a diminué de 1,8 % entre 1954 et 1962, et de 1,6 % entre 1962 et 1968.

(3) SCEES (Service Central d'Etudes et Enquêtes Statistiques du Ministère de l'Agriculture). Enquête communale de 1969-1970. Supplément série Etudes, n° 115 et 115 bis, avril 1974.

**Tableau 1 : Evolution des populations des communes rurales entre 1954 et 1968**

(Délimitation de 1968)

(milliers de personnes)

REGIONS	Nombre absolu			Indice base 100 : 1954		
	1954	1962	1968	1954	1962	1968
Nord	543	543	535	100	100	98,5
Picardie	710	704	701	100	99,1	98,7
Haute-Normandie	471	467	464	100	99,1	98,5
Basse-Normandie	696	678	656	100	97,4	94,2
Bretagne	1.341	1.291	1.254	100	96,3	93,5
Pays de la Loire	1.220	1.210	1.189	100	99,1	97,5
Poitou - Charentes	867	856	829	100	98,7	95,6
Centre	936	908	879	100	97,0	93,9
Région Parisienne	332	339	348	100	102,1	104,8
Franche-Comté	436	426	424	100	97,7	97,2
Champagne	539	530	520	100	98,3	96,5
Bourgogne	754	726	707	100	96,3	93,8
Lorraine	655	672	661	100	102,6	100,9
Alsace	411	416	424	100	101,2	103,1
Limousin	467	441	412	100	94,4	88,2
Auvergne	689	661	629	100	95,9	91,3
Rhône-Alpes	1.183	1.148	1.141	100	97,0	96,4
Aquitaine	1.047	1.030	1.011	100	98,4	96,6
Midi-Pyrénées	1.048	1.005	980	100	95,9	93,5
Languedoc	585	580	578	100	99,1	98,8
Provence - Côte-d'Azur - Corse	501	530	560	100	105,8	111,8
<b>TOTAL</b>	<b>15.432</b>	<b>15.152</b>	<b>14.903</b>	<b>100</b>	<b>98,1</b>	<b>96,5</b>

Les chiffres du tableau 1 méritent d'être rapprochés de ceux qui concernent la population agricole. Les seuls chiffres disponibles concernant les communes classées en rurales ou urbaines dans la déli-

mitation propre à chaque recensement, des estimations ont donc été nécessaires pour évaluer la population des communes rurales dans la délimitation de 1968 (cf tableau 2, " campagnes profondes ") (4).

**Tableau 2 : Evolution de diverses catégories de population entre 1954 et 1968 dans les communes rurales au sens de 1968 (campagnes profondes)** (en milliers de personnes)

Année du recensement de population	Population totale	Population active totale	Population des ménages			Population hors ménages ordinaires	Population active agricole	En % des actifs
			Agricoles	En % de population totale	Non agricoles			
1954	<b>15.432</b>	7.160	8.006	51,9	7.226	200	4.392	61,3
1962	<b>15.152</b>	6.243	7.025	46,4	7.904	223	3.316	53,1
1968	<b>14.903</b>	6.027	6.093	40,9	8.620	256	2.611	43,3

N.B. Les chiffres gras sont issus de mesures (Recensements de population de 1968, dépouillement exhaustif); ceux de la première colonne ont été tirés des recensements de 1954 et 1962 pour être incorporés au fichier communal établi par le SCEES. Les autres résultent d'estimations.

(4) Les exigences de la composition de ce numéro ne permettent pas de donner ici la méthode utilisée, mais l'auteur est prêt à la fournir à toute personne qui souhaiterait l'obtenir.

La population des ménages agricoles (cf tableau 2) a décrû d'environ 12,3 % entre 1954 et 1962, et de 13,2 % entre 1962 et 1968, tandis que la population des ménages non agricoles augmentait. Les écarts avec les taux précédents permettent d'affirmer qu'au cours de la période 1954-1968, l'exode agricole des campagnes profondes a été beaucoup plus rapide que l'exode rural.

Les différences d'évolution régionales suggèrent une classification de régions. Les trois régions exceptionnelles d'Alsace, de Provence - Côte d'Azur et la région Parisienne, où la population rurale a augmenté au cours de quatorze années (avec même une accélération pour deux d'entr'elles) font partie des régions qui ont manifesté la plus forte expansion économique durant la période (compte tenu des rapatriements d'Algérie pour la Provence ; d'autres régions en ont absorbé une bonne part sans montrer la même expansion). L'accroissement de population rurale s'y explique donc par une saturation des villes et l'installation d'un nombre croissant d'actifs dans de petites communes. Bien entendu, si le mouvement se continue, l'espace des campagnes profondes va s'y rétrécir sérieusement.

Les régions dans lesquelles on constate un solde négatif de la population des campagnes profondes, peuvent se répartir en trois catégories.

### 1 — Les zones d'exode rural relativement intense (indice 1968-1954 inférieur à 95)

Ce sont les deux régions du Massif Central, le Midi-Pyrénées, la Bretagne, la Basse-Normandie et la Bourgogne. En rapprochant ces résultats de la carte des indicateurs de dynamisme des activités en 1968, élaborée par la SEGESA (5) pour le compte du Ministère de l'Agriculture, on observe que dans les départements des quatre premières régions citées la valeur de cet indicateur est généralement faible : les branches d'activité en récession y employaient en 1968 davantage de ruraux que les branches en expansion. Ceci explique sans doute que beaucoup de ruraux y aient émigré vers des centres urbains.

### 2 — Les zones d'exode rural moyen (indice 1968-1954 compris entre 95 et 97,5)

Pour les régions de Franche-Comté, de Rhône-Alpes et de Champagne l'exode a même ralenti. Le dynamisme des activités rurales dans ces zones en 1968 est moyen (services exceptés), mais le développement des implantations industrielles, surtout sensible depuis 1960, pourrait expliquer un ralentissement du rythme d'exode notamment avec développement de l'alternance. Dans les deux régions de Poitou-Charentes et d'Aquitaine, le rythme de diminution s'est maintenu. Le dynamisme des activités rurales en 1968 y est faible, d'où l'accélération de la décroissance de population.

### 3 — Les zones d'exode rural faible (indice 1968-1954 compris entre 97,5 et 100)

La Picardie et le Languedoc ont été marqués par un léger ralentissement ; bien qu'éloignées, ces deux régions comportent toutes deux de nombreuses activités rurales dynamiques (sauf peut-être en Lozère).

Dans les Pays de la Loire, la Haute-Normandie, le Nord, la Lorraine, l'exode est faible sans ralentissement. Dans ces quatre régions, l'industrie est développée de longue date. Dans les trois dernières, le dynamisme des activités rurales en 1968 est fort (sauf dans les Vosges à dominante textile). Depuis longtemps une armature urbaine diffuse y assure des emplois et les habitants des communes rurales ont généralement de faibles distances à parcourir entre domicile et lieu de travail. Dans les Pays de la Loire, si l'on met à part la Loire-Atlantique, les branches en récession sont un peu plus souvent représentées. L'exode est d'ailleurs plus marqué dans cette région que dans les trois autres.

Cette classification grossière, établie à partir des informations rapidement exploitables, n'a pas la prétention d'expliquer définitivement les facteurs et conditions de l'exode rural. Au contraire, elle incite à rechercher des éléments complémentaires sur les implantations industrielles dans les régions, en entrant davantage dans le détail des informations disponibles et insuffisamment exploitées.

Une deuxième caractéristique dans l'évolution de la population rurale est qu'elle a vu son vieillissement relatif s'accroître dans les années récentes. Le graphique 1 permet en effet de voir que les proportions de personnes des générations ayant plus de 55 ans, déjà plus fortes que la moyenne nationale en 1962, se sont encore accrues en 1968, tandis que la part des 25-30 ans devenait considérablement plus faible et que s'amenuisait la supériorité des moins de 20 ans (6).

Ainsi, si l'exode rural n'a pas été aussi rapide que l'exode agricole, la situation de 1968 conduit à présumer que la situation démographique du sous-ensemble des communes de moins de 2.000 habitants est précaire. Cette précarité résulte d'une forte proportion de personnes âgées (7) et d'une répartition peu favorable des emplois non-agricoles, l'indice de dynamisme des activités étant de 0,72 pour les communes rurales contre 2,16 pour l'ensemble des communes (8).

(5) Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, ACEAR et SEGESA - L'espace rural français - Statistiques et indicateurs, page 110. Atelier Central d'Etudes et d'Aménagement Rural.

(6) D'après : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (ACEAR) - Analyse démographique. Paris, septembre 1971, page 6.

(7) Sans doute un examen régional permettrait-il de nuancer cette affirmation, mais nous n'avons pas suffisamment de temps pour traiter les données.

(8) L'espace rural français - Statistiques et indicateurs. Op. cité page 111.

## II - TRANSFORMATIONS DES ACTIVITES EXERCEES PAR LES RURAUX

Ce chapitre a été élaboré à partir d'états mécano-graphiques de l'INSEE se rapportant aux communes rurales dans la délimitation de chaque recensement. C'est pourquoi, nous pouvons seulement comparer les structures des emplois à chaque époque, en notant en outre qu'il s'agit des emplois recensés au lieu de résidence et non au lieu de travail.

Les chiffres du tableau 3 doivent être considérés comme approximatifs au regard de l'évolution. En effet, nous ignorons absolument combien d'agriculteurs (par exemple) sont passés d'une commune rurale à une commune urbaine entre 1962 et 1968. Par suite, le pourcentage équivalent pris sur l'ensemble des communes rurales dans la délimitation du dernier recensement peut tout aussi bien être supérieur qu'inférieur, pour 1962, au chiffre correspondant à la délimitation de 1962. Néanmoins, les écarts observés semblent suffisamment forts pour autoriser un raisonnement comparatif.

Sous cette réserve, le tableau 3 montre un phénomène très intéressant : même dans les communes rurales la répartition des actifs entre les trois grands secteurs d'activité se marque par un recul relatif

de l'agriculture, aussi bien de 1954 à 1962 que de 1962 à 1968. On peut donc en déduire que, dans ces communes, une nette redistribution des activités s'est manifestée (du moins en moyenne) sur l'ensemble de la France.

L'exode rural, on l'a vu, a été nettement moins rapide que l'exode agricole ; il existerait donc des possibilités de fixer des habitants et d'empêcher la désertification. Néanmoins, le vieillissement évoqué plus haut amène une proportion de retraités non négligeable.

D'autre part, à quelles catégories appartiennent les titulaires des emplois ruraux non agricoles ? Sont-ils tous issus du milieu rural local ? Quelles proportions d'entre eux viennent de ménages agricoles ? A quel âge et à quel moment de leur vie ont-ils pris leur métier actuel ? Travaillent-ils sur place ou dans une commune éloignée ? Dans une commune rurale ou urbaine ? Ont-ils des activités multiples ?

Une réponse à ces questions, éclairant les évolutions, permettrait aux responsables politiques de mieux orienter leurs propositions d'intervention économique.

**Tableau 3 : Répartition des actifs à chaque recensement de population, selon la branche dans laquelle chacun exerce son activité principale**

(la délimitation des communes est celle de chaque recensement)

BRANCHES D'ACTIVITE	Communes rurales			Ensemble des communes		
	1954	1962	1968	1954	1962	1968
<b>AGRICULTURE</b>	(57,2)	48,0	43,3	28,0	19,9	15,0
<b>INDUSTRIES</b> dont :	(24,1)	26,8	29,7	36,8	37,3	38,8
Bâtiment - travaux publics		7,2	9,3		8,1	9,6
Industries agricoles et alimentaires		3,1	3,5		3,3	3,3
Textile		2,1	1,7		2,8	2,3
Industries du bois		1,9	2,1		1,5	1,4
<b>SERVICES</b> dont :	(12,1)	23,7	27,1	35,2	41,7	45,9
Commerces		5,6	6,5		10,1	11,0
Employés de l'Etat (armée exclue)		3,1	3,6		5,6	6,3
Ménages		2,0	2,0		2,8	2,5
Divers		6,5	7,7		10,4	12,1

N.B. Les chiffres pour 1962 et 1963 proviennent du dépouillement exhaustif : répartition des actifs par branche de la Comptabilité Nationale.

Les chiffres pour 1954 proviennent du dépouillement exhaustif : répartition des actifs par branche d'activité économique. L'agrégation effectuée ici rend ces chiffres comparables.

Pour l'industrie, les branches d'activité (cf. tableau 3) fournissant le plus grand nombre d'emplois en milieu rural sont le bâtiment et les travaux publics qui, largement en tête, prennent de l'extension entre 1962 et 1968. Ensuite, les industries agricoles et alimentaires se maintiennent en part relative.

Le textile, enfin, manifeste une tendance à la régression.

Pour les services, la première place revient aux "divers" ; la difficulté à qualifier avec précision ces emplois pourrait bien être un indice de leur fragilité. Les commerçants occupent la seconde pla-

ce (surtout probablement les petits commerçants, souvent polyvalents, des villages) ; ensuite viennent les employés de l'Etat (enseignants, mais essentiellement postiers et cantonniers). Toutes ces catégories se maintiennent de 1962 à 1968. Au total, si pour l'ensemble des communes (et a fortiori pour les communes urbaines) les services ont progressé beaucoup plus que l'industrie, dans les communes rurales les gains relatifs sont du même ordre de grandeur. Ces données ont pour base l'activité principale, seule déclarée aux recensements de la population.

Les enquêtes sur les structures des exploitations ont permis de dénombrer les actifs agricoles ayant également une activité extérieure. Le nombre d'exploitants ayant une double activité a décroché nettement moins vite que la moyenne. En 1963, ils représentent 18 % de l'ensemble, en 1967 18,5 % et 21,3 % en 1970. Leurs familles travaillent souvent aussi hors de l'exploitation, soit à temps partagé, soit uniquement à l'extérieur. Le nombre de ces actifs a augmenté de 1963 à 1970 : la réduction des doubles activités est largement compensée par une vive croissance des effectifs uniquement hébergés par l'exploitation (plus particulièrement des jeunes femmes) (9).

Mais ces situations ne seraient-elles pas transitoires ? Dans un second temps, un fort dégonflement ne peut-il survenir avec migration géographique de la plupart de ces jeunes ? A priori, l'ensemble apparaît très instable, mais comment se prononcer de façon catégorique sans avoir étudié avec soin les flux de personnes et d'exploitations entre les différents sous-ensembles ? L'examen effectué par A. Brun sur un ensemble de communes des Vosges incite à la circonspection (10).

Les activités en milieu rural se sont diversifiées au cours des quinze années considérées mais divers indices font pressentir que cette situation manque de solidité.

## Conclusion

Malgré les difficultés éprouvées à caractériser avec précision le milieu rural, il est évident que l'exode agricole rapide des quinze années de 1954 à 1968 n'a pas entraîné avec lui un exode rural de même envergure. En effet, pour les seules communes classées comme rurales par l'INSEE en 1968 (donc les plus rurales des communes rurales), le rythme de diminution de la population totale a été de huit à neuf fois moindre que celui de la population des ménages agricoles.

Sur le plan de la structure des emplois, cette différence des évolutions s'est traduite par une nette diminution de la part des agriculteurs qui restent les plus nombreux mais ont cessé d'avoir la majorité absolue vers 1962. Les activités industrielles ont connu une croissance relative nette, mais beaucoup moins rapide que celle des services. De toute façon, les activités non-agricoles les plus fréquentes de la part des résidents des communes rurales sont exercées dans des branches à dynamisme faible (bâtiment - travaux publics, industries agricoles, textile, petits commerces), ce qui confère une certaine fragilité à ce maintien de population rurale.

Le poids croissant des contraintes de la résidence en milieu urbain risque bien de favoriser le maintien d'un bon nombre d'habitants dans les campagnes profondes. Mais il n'existe pas partout de centres industriels importants. Les situations locales évolueront donc différemment à moins qu'une politique déterminée de maintien de l'emploi rural n'infléchisse ces tendances.

---

(9) BRUN A., LACOMBE Ph., LAURENT Cl. Les agricultures à temps partiel dans l'agriculture française. Tome II. Evolution 1963-1967. Quelques enseignements. Statistique Agricole, supplément Série Etudes, n° 119, janvier 1974.

(10) BRUN A. Agriculture à temps partiel et élimination des agriculteurs dans 24 communes du plateau Lorrain. Etude statistique 1963-1970. Document ronéotypé fourni à la session de la SFER à Rennes, mai 1973.